



Rapport au Comité National du 22 juin 2024.

Le résultat des européennes a confirmé le rejet de la politique de Macron. Regardons quelques chiffres, non pas le pourcentage des exprimés mais le pourcentage des votants sur les inscrits :

15, 7% des inscrits Le Pen entre 2022 et 2024 perd 400 000 voix
7,31% des inscrits Macron entre 2022 et 2024 perd 6 100 000 voix
6,92% des inscrits PS entre 2022 et 2024 gagne 2 700 000 voix
4,95% des inscrits LFI entre 2022 et 2024 perd 5 200 000 voix
3,63% des inscrits Droite entre 2022 et 2024 perd 350 000 voix
2,75% des inscrits Verts entre 2022 et 2024 perd 6 100 000 voix
2,74% des inscrits Zemmour entre 2022 et 2024 perd 1 130 000 voix

On est loin d'un raz de marée d'extrême droite parce que 50% des inscrits se sont abstenus, aucune des listes ne répond aux préoccupations des électeurs, à leur désir de changement, ils ne croient pas que cette élection puisse améliorer leur situation. Ils ont raison.

Quel que soit les élus la situation du peuple continuera à se dégrader. Le Medef (Mouvement des Entreprises de France) et les organisations patronales continue de fixer la feuille de route des parlementaires : un ensemble de mesures pour liquider les conquêtes sociales, privatiser les services publics, faire baisser le prix de la force de travail et augmenter les profits capitalistes. Jeudi l'audition des candidats devant le parterre de patron en est l'illustration.

Pendant 7 ans Macron a appliqué le programme dicté par le capital, il annonce les mesures qu'il va prendre pour le prochain mois : nouvelles attaques contre les salaires, les retraites, contre la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, la santé, le RSA, l'éducation, le secteur public, les libertés...

Le patronat vient de fixer 10 priorités :

En voici 4

TRAVAIL ET POUVOIR D'ACHAT. « Travailler autant et aussi longtemps que nos voisins, ni plus ni moins. »

DEMOCRATIE SOCIALE. « Rendre toute sa place au dialogue social. Pour continuer à réformer et éviter la fracturation du pays, il est indispensable de donner toute sa place aux partenaires sociaux et de respecter les accords qu'ils négocient au nom des entreprises et de leurs salariés. »

BUDGET. Rétablir les finances publiques sans obérer l'activité économique ni la compétitivité des entreprises. Toutes les mesures non financées et creusant les déficits et la dette doivent être bannies. ...La France a besoin d'un agenda déterminé de réformes économiques.

FISCALITE. « Poursuivre la baisse des impôts et des cotisations. C'est une condition essentielle à la compétitivité des entreprises ... C'est aussi ce qui leur permettra de financer les 40 milliards d'investissements annuels qu'elles devront consacrer à la décarbonation. »

Evidemment aucun mot sur les profits pourtant Oxfam dans une étude récente montre que les profits du CAC 40 privilégient les actionnaires. Selon les Echos, les profits des entreprises du CAC 40 s'élèvent à 140 milliards d'euros. Ils n'investissent pas non plus dans la lutte contre le réchauffement climatique pour lequel ils touchent de nombreuses aides!

Pour 320 sociétés cotées dans dix-sept pays européens, la part des investissements alignés sur la taxonomie⁽¹⁾ se situe en moyenne à 17 %, contre 11 % seulement pour le CAC 40. En moyenne, en 2022, les entreprises du CAC

40 ont distribué quatre fois plus de dividendes qu'elles n'ont investi dans la maîtrise de leurs émissions ! Une entreprise comme Danone a distribué 420 fois plus de dividendes qu'elle n'a investi dans le verdissement de son activité ! on trouve aussi Essilor-Luxottica, Sanofi, Pernod-Ricard, Carrefour et LVMH....

Le RN fera la politique voulue par le capital et programme la régression sociale.

Marine Le Pen multiplie les gages en direction du patronat et des classes dominantes, elle veut, comme Macron, l'association capital-travail. Son programme économique est au service des intérêts du capital.

Le RN teint compte des objectifs du patronat et de l'Europe

Sur l'abrogation de la réforme des retraites : le RN a enlevé le thème des « retraites » sur son site de campagne pour les législatives, *« Nous avons la lucidité et l'honnêteté de dire aux Français que la situation économique dont nous allons hériter dans un pays qui pulvérise sous Macron les records de déficit commerciaux, de déficit public et de dette, va être compliquée »*. Même son de cloche pour une autre promesse de campagne, la TVA, renvoyée à un « second temps »

Marine Le Pen revient sur la « flambée de la dette » et sa « stratégie » pour y préparer un budget de finance rectificatif faisant la part belle aux « économies » et à l'austérité : le parti d'extrême droite est bien au service du capital.

« Dans le domaine économique, le rôle de l'Etat est avant tout de créer un environnement favorable au développement des entreprises », Marine Le Pen et l'administration serait « obèse » et propose de baisser de 40 milliards d'euros les « prélèvements obligatoires »...

Le RN se met dans les pas de Meloni

Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme pressenti comme le possible ministre des Finances déclare : « En clair, *« si on arrive au pouvoir, ce n'est pas Noël »*, la politique économique se calera sur la norme européenne. *« C'est ce qui a sauvé Giorgia Meloni en Italie : les marchés ont agréé sa trajectoire. Il y aura forcément des mesures à prendre »*,

Renaud Labaye secrétaire général du groupe RN souhaite alléger les impôts de production, supprimer la cotisation foncière des entreprises, exonérer les employeurs de cotisations patronales jusqu'à 3 fois le Smic. Une pluie de cadeaux pour le patronat et la disparition programmée de la Sécurité Sociale... Il n'oublie pas les basiques de l'extrême droite : suppression des allocations familiales aux étrangers, durcissement des conditions d'accès au RSA ou aux APL préparant les esprits à une série de renoncements sur les quelques promesses sociales contenues dans le programme en cas d'entrée à Matignon : *« Peut-être qu'en arrivant au pouvoir, on va se rendre compte que la situation financière est encore plus catastrophique, ce qui pourra réduire nos marges de manœuvre »*, prévient-il. Rappelons que le RN a voté 42 % des projets de loi déposés par la majorité présidentielle.

L'alliances LR-Renaissance : une tentative désespérée face à la déroute du camp macroniste :

Avec sa dissolution Macron a intensifié la recomposition à droite comme à gauche et concrétise une forme d'« union des droites », telle qu'elle a été mise en œuvre dans d'autres pays européens où l'extrême droite est à la manœuvre, comme dans l'Italie de Giorgia Meloni ou les Pays-Bas de Geert Wilders. Avec le soutien du patronat français comme Vincent Bolloré, prêt à racheter le service public de l'audiovisuel vendu à la coupe par le RN ...

Recomposer un « bloc central » voilà l'objectif martelé mais aussi de limiter les pertes électorales. Macron ne présentera pas de candidats dans 65 circonscriptions.

L'ancien premier ministre Edouard Philippe tente lui aussi de composer un « bloc central ». Pas sous la bannière du président. La macronie tente de limiter ses pertes et de trouver quelques alliés pour la prochaine mandature avec les partis de « l'arc républicain », dans l'espoir d'obtenir une majorité au parlement. *« Renaissance ne serait qualifiée pour le second tour que dans 52 circonscriptions sur 577 »* selon Médiapart.

La macronie multiplie aussi les manœuvres pour rallier quelques ténors de la gauche dans le camp présidentiel Macron n'investit aucun candidat face à Dominique Potier, proche de François Ruffin, Jérôme Guedj et Cécile Untermaier ou François Hollande. On trouve également neuf députés du groupe LIOT auxquels ni Horizon, ni le MoDem, ni Renaissance ne s'opposeront.

A gauche la lutte des places, pas la lutte de classe

Le mot d'ordre du « Nouveau Front populaire » a donné lieu à des négociations qui ont rapidement abouti, malgré la récente campagne à couteaux tirés entre les forces de l'ex-Nupes, agrégeant même de nouvelles composantes telles que les organisations syndicales (CGT, CFDT, UNSA, FSU), des organisations de la « société civile » les directions syndicales, jouant un rôle de rabatteur électoral avec LDH, ATTAC, Greenpeace ou encore des composantes de l'extrême-gauche comme le NPA. Une dynamique guidée par la préservation des intérêts des

différents appareils de la gauche, dont les positions parlementaires conquises ou sauvegardées en 2022 dépendent étroitement du maintien d'un accord électoral dès le premier tour prenant prétexte de la crainte que l'extrême-droite n'obtienne une majorité absolue

Au-delà du marketing, les manœuvres politiques continuent, PS et EELV, radicalement anti-Nupes, telles que Carole Delga, ou Yannick Jadot, l'auto-investiture de François Hollande en Corrèze les intégrations aux listes du NFP d'un ancien ministre macroniste tel qu'Aurélien Rousseau démontre le retour de politiciens aguerris.

Avec l'appui inédit dans son ampleur par rapport à 2022 des directions syndicales mobilisent l'électorat de gauche et tentent de générer une dynamique à gauche pour créer des illusions et surtout neutraliser la perspective d'une entrée en lutte des exploités et des opprimés au nom des compromis et des accommodements.

Plusieurs revendications du programme de la Nupes, telles que le « *droit de veto suspensif sur les plans de licenciements* », « *la socialisation de certaines banques généralistes* » ou la possibilité de « *commissions d'enquête sur les violences policières* ». Exit aussi les bien maigres nationalisations comme les aéroports, les autoroutes et la Française des Jeux, ou encore le « *retrait de la loi El Khomri* » mise en place par le PS. Si le programme propose d'abroger les offensives anti-sociales les plus récentes de la macronie (sur les retraites, l'assurance-chômage ou le RSA), la tonalité générale reste extrêmement modérée. Sur des questions essentielles pour l'avenir comme la guerre en Ukraine, le programme défend clairement la livraison d'armes, et ne fait aucune critique ni mention à l'OTAN. Raphaël Glucksmann : *Nous avons littéralement cinq jours pour tout organiser et il était de notre responsabilité de forger cette large unité d'action contre l'extrême droite en imposant nos conditions sur le soutien à la construction européenne, les livraisons d'armes à l'Ukraine, la nature terroriste des attaques du 7 octobre 2023, la lutte contre l'antisémitisme ou le rejet de la brutalisation de la vie politique.*

La retraite à 60 ans est "un objectif" partagé par toutes les composantes du Nouveau Front populaire, a assuré Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français, sur France info. "Le point de désaccord, c'est : on le fait tout de suite ou plus tard ?", résume-t-il... "Il nous faut trouver les financements pour mettre en place cette mesure de progrès social" ...

"Ce qui est acté entre nous, c'est que nous abrogerons la réforme des retraites à 64 ans, mise en place par le président de la République", a insisté Fabien Roussel, soit un retour à 62 ans ! "Nous sommes les seuls à le dire" ! Une revendication à géométrie variable et floue sur un enjeu aussi central que les retraites, où le NFP se contente de « réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans » Une phrase dont Les Echos notent à quel point sa signification varie, citant plusieurs dirigeants du NFP : Au sein de LFI, Clémence Guetté traduit cela comme « l'assurance de la retraite à 60 ans dans les cinq ans à venir ». « Cela dépendra des finances publiques », répond Olivier Faure (PS). « On a des visions différentes sur ce que cela veut dire », complète Yannick Jadot (Les Écologistes). » Sans revenir sur la réforme Touraine qui fixait à 172 trimestres de cotisation, soit 43 ans de cotisation pour obtenir une retraite sans décote.

Le Nouveau Front populaire fait aussi "attention aux marchés" : « Nous ne sommes pas des irresponsables budgétaires », affirme l'économiste et députée LFI Aurélie : « Nous sommes sur une trajectoire de réduction des déficits budgétaires », complète-t-elle.

Le programme économique du Nouveau Front populaire "est en rupture" répète Fabien Roussel faisant référence au modèle américain de Joe Biden et son plan économique !

Un tel contexte pose avec d'autant plus d'acuité la question de la lutte des salariés pour renverser la table, bousculer les rapports de forces et aller au-delà des stratégies de moindre mal

La construction de l'actuel "front populaire" fait l'impasse sur la lutte des classes.

Le Front populaire antifasciste de 1936 ne se contentait pas de combattre verbalement le fascisme menaçant. Le Front populaire historique était tourné contre le grand capital et les "200 familles" à l'époque. Il prenait appui sur le prolétariat en mouvement, sur les occupations d'usine du printemps 1936. Très vite, la SFIO de Blum et les radicaux de Daladier trahirent le Front populaire par la "Pause sociale" de Blum et du grand patronat, les accords Matignon à peine signés (juin 1936).

Mener la lutte anticapitaliste sans compromis

Face aux avancées de l'extrême-droite et au durcissement du régime, les combines électorales ne suffiront pas, il faut une riposte. Pour cela, nous avons besoin d'une force révolutionnaire. Capable de tenir bon face aux pressions du régime, mais également de construire des capacités d'organisation dans le mouvement ouvrier, la jeunesse et les quartiers populaires. L'enjeu reste la construction d'une stratégie révolutionnaire, d'unifier les exploités et les opprimés et de construire une contre-offensive s'appuyant sur la lutte de classe.

Dans cette lutte de classe, notre camp est celui des salariés, celui du peuple. Nos choix sont clairs et lisibles pour tous. Il faut agir, lutter, se rassembler pour bloquer ce qui se prépare. La seule force qui peut mettre en échec le capital et ceux qui sont à son service, c'est celle des travailleurs et du peuple.

Seules les luttes de masses ont la force d'empêcher le capitalisme et les partis à son service d'aller plus loin. La bataille contre l'extrême-droite ne se mènera pas par des combines électorales sans principes avec celles et ceux qui l'ont propulsé.

Cette lutte pour bâtir une stratégie à même de faire réellement reculer l'extrême-droite doit guider celles et ceux qui se rattachent à la boussole stratégique de la révolution et l'urgence de se préparer à affronter une période internationale éruptive de crises et de guerres au cours de laquelle, sous la houlette du RN ou d'autres forces politiques, des attaques de grande ampleur n'iront qu'en s'intensifiant.

Une autre politique est possible, Les moyens économiques, financiers existent pour créer des centaines de milliers d'emplois, pour augmenter le SMIC et tous les salaires, les retraites, développer une grande politique économique et sociale au service du peuple. Pour réaliser cette politique il faut arracher le pouvoir aux multinationales capitalistes, récupérer les moyens financiers, prendre le pouvoir économique et politique. La seule solution pour faire reculer le capitalisme jusqu'à l'abattre c'est la lutte économique, sociale et la lutte politique de plus en plus fort tous ensemble.

Comment aborder cette période de manière inédite ?

Il nous faut apporter une grande attention à l'analyse politique de la situation au plan national et international et en discuter avec les adhérents. Nous avons des outils d'analyses avec les travaux du IXe congrès et nos initiatives sur l'impérialisme. Nous devons mesurer que nous rentrons dans une période où les éléments qui caractérisent la crise économique, sociale et politique vont s'approfondir dans un contexte de grandes tensions au sein de l'impérialisme. C'est sur ces bases que nous devons développer notre activité de propagande et d'organisation des travailleurs.

La propagande

Notre Congrès a rappelé que développer notre activité de propagande est une tâche primordiale, la bataille idéologique est intense. Le peuple subit un vrai pilonnage pour lui faire admettre que les solutions du capital sont les seuls possibles.

Notre site, nos tracts, notre journal sont des outils de qualité mais il faut là aussi continuer à les développer, à les améliorer, les faire connaître. Ils sont appréciés.

Le renforcement de l'activité du parti

La mobilisation des camarades, des candidates et candidats pendant toute la campagne : collage d'affiches, diffusion de tracts dans les entreprises, sur les marchés, diffusion des bulletins de votes et des professions de foi aux amis, aux collègues de travail, dépôts des bulletins de vote dans les mairies ont permis au Parti Révolutionnaires Communistes d'avoir des votes dans plus de 80 départements en métropole, ainsi qu'en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à la Réunion, confirmant notre ancrage national et a permis d'augmenter de plus de 300 voix nos résultats de 2019 (1743/1443).

Le renforcement de notre influence, le renforcement du parti sont les questions centrales de notre action politique. Etudions de nouvelles possibilités d'avancer, de développer notre Parti, avec toutes celles et ceux qui veulent que ça change. Chaque adhésion que l'on réalise est un encouragement à faire plus. La bataille que l'on a menée aux Européennes nous ouvre des perspectives à l'impulsion de l'activité du parti afin de réaliser des adhésions. Ce que nous avons engagé doit nous donner de l'ambition.

Aller vers la jeunesse, l'entraîner dans notre combat contre le système capitaliste doit être une de nos priorités

La formation

La formation de nos adhérents est essentielle en utilisant tous nos outils existants. La formation est indispensable à un révolutionnaire pour mener son combat. Sans l'étude des bases fondamentales du marxisme, il est impossible d'acquérir une véritable conscience de classe. Une brochure est en cours d'élaboration pour les adhérents.

Les finances

Notre activité nous fait mesurer à quel point il en faut beaucoup plus que ce que nous collectons actuellement, le manque de moyens financiers nous limite trop. Nous connaissons l'importance que constituent les moyens financiers. Règlement des cotisations, la souscription. C'est uniquement grâce à ces versements que nous finançons l'activité de notre parti.

Relevons tous ces défis pour la période à venir.

Ensemble, voyons ce que nous devons faire.

- (1) La taxonomie verte de l'UE est un système de classification des activités économiques permettant d'identifier celles qui sont durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire qui n'aggravent pas le changement climatique.